

BIENVENUE AU STAND
DE LA FEDERATION DE L'ŒURE !

Culinaire : steaks, escalopes de veau, saucisses-lentilles, fromage, dessert : **12 ü** !!! Pensez à réserver à l'avance !

[illegible]

REGARDS SUR L'ŒURE hebdomadaire édité par la Fédération de
l'Œure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340

20 et 21 Novembre 2010
Agglo-Expo de Rouen

12 €
les 2 jours

vignettes disponibles auprès
des militants communistes

Emplois industriels en débat
Sur le stand de la ville d'Alizay
Samedi 20 novembre - 18 h

Gaëtan LEVITRE, conseiller général, maire d'Alizay,
Daniel BELLAVOINE, maire de Charleval,

Vous invitent à une rencontre-débat sur la question des emplois industriels dans notre département en présence de salariés de chez **M-Real** et **Sealynx**, avec la participation, de **Jean-Luc Lecomte**, conseiller régional, pdt du groupe, **Christian Jutel**, secrétaire départemental et membre du Conseil National du PCF.

Dimanche 6 décembre 2010 à 10h30
Salle des fêtes de Serquigny

Dans le cadre de la **Kermesse Aux Étrennes**

Construire une autre politique dans notre pays : C'est possible ?

La journée se poursuivra pas un buffet campagnard (12 ü) à partir de 12h30 et la kermesse aux étrennes proprement dite de 14h30 à 16h00.

A votre disposition pour préparer vos cadeaux de fin d'année : livres, objets artisanaux, vins, champagne,... sans oublier le coin dégustation de pâtisseries maison et de confiseries de Noël.

REGARDS N° 1410 du 03.11 au 23.11.10 - 0 ü 30
SUR LÖEURE

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

construire le changement : tous ensemble !

La loi votée, 2 millions de personnes dans les rues et... le samedi 6 novembre, malgré la pluie, Evreux comme toutes les villes de notre région a résonné du rejet de cette loi inique sur les retraites en exigeant sa promulgation.

Certes maintenant le mouvement est appelé à se transformer, déjà les organisations syndicales y réfléchissent et proposent de maintenir la pression en améliorant la plateforme syndicale de 2009 qui est le fondement de ce mouvement unitaire. Elles appellent d'ailleurs à un nouveau mouvement d'ampleur nationale mardi 23 novembre.

A contrario des idées reçues véhiculées ici ou là, il n'est pas inutile de souligner que le mouvement social a fait un bond qualitatif en portant des idées fortes, parmi lesquelles, celle que les gens ne veulent absolument pas travailler toute leur vie, sans pouvoir en profiter, alors que par ailleurs l'argent est là... et **profite** de plus en plus aux plus riches !

Autre constat évident : les syndicats et la gauche sont apparus unis, aux yeux de tous, dans la lutte sur la question de la retraite. Le mouvement porte des questions de société bien au delà de cette question de la retraite qui est, en elle-même, une question fondamentale de société.

De fait, la question centrale qui se pose aujourd'hui est celle du débouché politique nécessaire et incontournable à la satisfaction des revendications du mouvement social.

Rien ne se décrète en politique, tout se construit. Nul ne peut dire actuellement ce que sera dans les mois qui viennent le mouvement social, ni s'il attendra 2012...

20 et 21 Novembre 2010
Agglo-Expo de Rouen
Pensez à réserver vos vignettes

La première affirmation est de dire haut et fort que son action a été, et continue d'être utile ! S'il prend demain une autre forme, loin de décourager, cela doit conforter au contraire les militants qui - dans leur diversité - ont construit, chaque jour, ces luttes porteuses d'avenir.

La seconde pour nous, communistes, c'est d'aider ce mouvement social à se renforcer et à porter ses idées au pouvoir ! Comme le disent les manifestants : « **Nous n'avons pas à payer leur crise !** », alors essayons, ensemble, de nous en donner les moyens.

Notre conception est celle d'un mouvement social permanent, y compris après 2012, qui agit, lutte et conquiert de profondes avancées sociales qui changent véritablement et fondamentalement notre vie.

Les gens vivent actuellement un vaste mouvement de **TOUS ENSEMBLE SOCIAL**, notre ambition est de leur faire voir la nécessité d'un **TOUS ENSEMBLE POLITIQUE** !

D'un **tous ensemble politique** qu'il ne s'agit plus de masquer dans d'éternelles discussions sur l'existence d'une, deux, trois gauches... mais d'une conception d'une vraie gauche, unie et transformatrice... qui dit ce qu'elle fait et qui fait ce qu'elle dit ! N'est-ce pas cela qui transpire au fil des rassemblements et manifestations de ces derniers mois ?

Donner la primauté au mouvement populaire et donc travailler au rassemblement pour transformer la société, c'est la raison d'être du Parti Communiste Français.

C'est en ce sens qu'il a décidé de lancer les « **ateliers citoyens 27** » afin que chacune, chacun, puisse prendre toute sa place dans cette construction, en toute liberté, avec ses idées, ses propositions, afin d'être acteur enfin de son avenir.

Christian JUTEL

ALIZAY - SALLE DES FÊTES - LES ALIZIERS
CONCERT GRATUIT - VENDREDI 19 NOVEMBRE - 20 H

Jazz et Peinture
impros döaprès Claude Nougaro
un spectacle exceptionnel à ne manquer

avant la grande fête de l'Huma à Rouen
la municipalité d'Alizay a le plaisir de vous y inviter



Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.

Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features

Bellavoine, maire communiste de Charleval, municipal unanime adoptée le 27 octobre 2010

ue de licenciements, ensemble nous nous battons ! »

Et ça ou la y aurait pas refuser toute

idée de fatalisme. Nous devons, tous ensemble, (élu(e)s, salariés, acteurs économiques, population) résister et demander des comptes. Qu'est-ce qui justifie cette coupe sombre sachant que l'entreprise, au regard de sa charge de travail, a besoin de ces personnels ? Il est très surprenant de lire dans la presse locale le 16/09 « l'entreprise recommence à faire des bénéfices » et « l'entreprise redresse doucement la barre », « l'entreprise va mieux et le DRH n'hésite pas à le faire savoir ! » Et trois semaines plus tard, annonce de la Direction aux Syndicats et élus : 257 licenciements. Le coup bas porté aux Sealynx **en dépit des promesses et de l'argent versé par le contribuable, est intolérable!** En effet, tout porte à croire que les millions d'euros d'aide publique n'ont en rien été investis sur le site de Charleval alors que les besoins sont criants ! La Direction a sans doute une politique stratégique, mais qui n'a aucune transparence, ni pour le Personnel, ni pour les Elus. Cette politique semble plutôt orientée sur le profit de quelques-uns, au détriment des salariés qui travaillent pour produire ces richesses. Nous pensons fortement que les sacrifices des salariés, hier comme aujourd'hui, ne garantissent en rien l'avenir de ceux qui resteront. Au regard de ce constat, il est plus que nécessaire d'instaurer un véritable contrôle de l'utilisation des aides publiques versées aux entreprises notamment Sealynx, par la création d'une commission de contrôle, afin de s'assurer que toutes les aides versées servent bien l'emploi, la formation et l'investissement dans la recherche et l'innovation.

POUR UN VRAI BUREAU DE POSTE A SAINT-MICHEL : LES COMMUNISTES PRENNENT DATE !

Les communistes de St Michel et les élus communistes d'Evreux prennent acte du choix de « l'agence postale » ainsi que son inauguration le 4 novembre.

Ils appellent la population à utiliser massivement au quotidien cette agence et de faire un premier bilan au bout de 6 mois d'ouverture, ceci pour obliger les dirigeants de La Poste à anticiper la transformation de l'agence en un vrai bureau de poste.

Puis envisager, pourquoi pas, un montage équivalent pour l'agence postale de Navarre

6 novembre : 8^{ème} manif et nous ne battons toujours pas en retraite !



Peut-on parler d'effondrement comme le chantent rassurés les médias ? Il faut se rappeler que nous en sommes à la huitième journée d'action depuis la rentrée, que la loi a été votée et que les vacances sont passées par là. Facteur supplémentaire à noter : la météo, plutôt humide. Au final, le mouvement dure depuis deux mois en continu. L'opinion publique reste très largement opposée à cette loi de casse des retraites et Sarkozy

Le Conseil Municipal de Charleval appelle toute la population et les acteurs locaux à faire barrage à cette logique de désertification. Non, la Vallée de l'Andelle ne laissera pas tomber les Sealynx. Nous sommes tous des Sealynx. Ensemble nous nous battons. !»

LES ELUS COMMUNISTES INTERPELLENT MINISTRES ET PREFETS

Mme Lagarde, ministre de l'économie a adressé un courrier la semaine passée, en direction des Préfets, les enjoignant à se montrer particulièrement vigilants quant à la situation économique des sous-traitants automobiles... Aussitôt, Daniel Bellavoine lui a adressé un courrier et pris contact avec Mme la Préfète de l'Eure afin d'attirer leur attention sur la situation de Sealynx, d'interpeller cet employeur particulièrement « indélicat ». Jean-Paul Lecoq député communiste et Céline Brulin, vice-présidente communiste à la Région ont fait la même démarche, y compris auprès de M. Estrosi, ministre de l'industrie, en élargissant aux dangers qui pèsent sur l'ensemble de la filière en Normandie. Aux dernières nouvelles, y compris du côté de la Préfecture de l'Eure, on s'interroge beaucoup paraît-il sur ces entreprises avides de fonds publics qui, dans le même temps, délocalisent à tout va et... battent des records au grand loto du CAC 40... Et bien, si les idées communistes commencent à influencer ces sphères-là... il y a de l'espoir... en luttant toujours bien sûr !

Christian JUTEL

Ateliers citoyens : c'est parti !

Le dernier conseil départemental a pris la décision de créer dans l'Eure un espace d'expression et de construction d'une véritable alternative à gauche, annonce Christian Jutel qui accueille la trentaine de personnes prêtes à s'atteler à cette tâche difficile mais passionnante.

C'est un travail qui peut prendre des mois voire 1 ou 2 ans, explique Jean-Luc Lecomte qui a présenté à l'assistance la démarche innovante de ces ateliers. Les luttes que nous connaissons aujourd'hui nous montrent qu'il y a une intelligence concentrée chez les gens, dans les entreprises, les quartiers, que la volonté de réfléchir est forte. « Nous devons saisir tout cela pour avoir une démarche qui fasse que les gens s'emparent de la situation » explique J.L. Lecomte. « Nous devons confronter sans cesse la réflexion et l'action afin de construire l'alternative »...

« ...L'objectif étant l'émancipation de l'homme, ce travail ne se fera pas en quelques mois, nous devons prendre le temps pour poser les questions de fond et la stratégie que nous voulons mettre en œuvre ». Il a ensuite présenté la méthode qui s'appuie sur une démarche scientifique : la recherche-action : d'abord choisir la question initiale, formuler le problème, poser les hypothèses, les infirmer ou les confirmer, se donner les outils pour aller vers les gens, analyser

RSA et emplois en question au Conseil général

Le mercredi 3 novembre a eu lieu la session plénière du Conseil général.

Comme tous les départements, le CG 27 doit restreindre ses dépenses par manque de recettes. Ce qui explique la situation, ce sont la crise immobilière (droits de succession), la suppression de la TVA et, surtout, un Etat qui compense de moins en moins les charges qu'il a transférées aux départements, comme le Revenu de Solidarité Active (ex-RMI) ou l'Aide Personnalisée d'Autonomie (personnes âgées).

C'est dans ce contexte que le Conseil général avait invité Martin Hirsch, ancien membre du gouvernement Fillon-Sarkozy, pour débattre du RSA.

Loin du consensus mou, les élus communistes ont souhaité marquer leur rejet d'un débat feutré qui évite de parler des réalités sociales et économiques que masque le RSA. Pour les communistes, RMI comme RSA ne peuvent être des solutions à la lutte contre la misère et l'exclusion si, parallèlement, une politique de casse industrielle et de régression sociale est menée dans le pays. Ce qui est le cas actuellement.

Pour les élus communistes, Marcel Larmanou a rappelé le contexte de crise du capitalisme et les luttes sociales en cours avant de fustiger un "patronat (qui) supprime des centaines de milliers d'emplois, entraîné

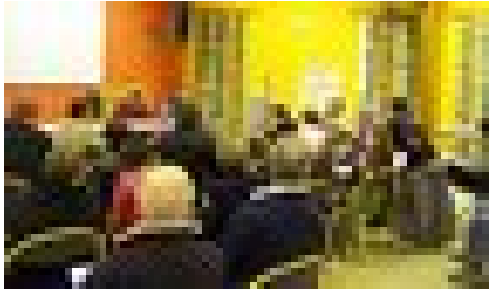
les données recueillies, élaborer des propositions

Le débat qui a suivi fut riche en propositions. Quels objectifs vise-t-on ? A quelle échelle travaillons-nous ? sur le plan local, départemental ou plus largement encore ? Sur quels thèmes ? En fonction des préoccupations premières des gens ? Sur les grandes questions comme l'eau, l'énergie ? Toute l'assemblée semblait d'accord pour réfléchir et travailler sur la question des biens communs de l'humanité que l'on veut privatiser.

Ce premier atelier va permettre de lancer le travail et à plus long terme de générer d'autres ateliers dans le département. Décision a été prise de se revoir tous les mois.

Prochaines réunions : Jeudi 9 décembre 2010, jeudi 13 janvier 2011, jeudi 3 février, jeudi 3 mars...

Les heures et lieux seront communiqués ultérieurement.



dans la recherche de la productivité maximum et des profits susceptibles de satisfaire la boulimie des actionnaires" et le "gouvernement, (qui) contribue aussi largement à l'aggravation du chômage en démantelant des pans entiers des services publics".

Comme le précisera Gaëtan Levitre, "quelle utilité a une politique d'insertion quand il n'y a pas d'emplois à proposer à ces personnes ? En quelques semaines, la vallée de l'Andelle a perdu 400 emplois : c'est d'abord à la question de l'emploi qu'il faut répondre si on veut lutter contre l'exclusion".

Est-ce un éclair de lucidité ou la pression du terrain ? En tout cas, à l'issue de cette session, les élus de droite auront rejoint ceux de gauche pour voter une motion critiquant "l'inefficacité des mesures d'accompagnement mises en place par le Gouvernement pour maintenir les emplois dans notre pays" et concluant en exigeant "un vrai plan de réindustrialisation pour notre pays, notre région, notre département." Une manière sans frais de se dédouaner pour des élus de droite inquiets à l'approche des élections cantonales de mars prochain.

Cette session aura permis aux élus communistes de porter à nouveau la voix du mouvement social dans l'enceinte du Conseil général.